

aciers, sont tenus de publier des barèmes de prix et des conditions de vente pour les ventes directes et les ventes ex magasin, conformément aux articles 3 à 7, et de les communiquer par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception au Service des Prix de l'Administration du Commerce, rue De Mot 24-26, à 1040 Bruxelles, en deux exemplaires. Une société mère de négoce d'acier peut publier des barèmes de prix et de conditions de vente valables également pour ses filiales et ses succursales.

§ 2. Les négociants en acier dispensés de publier un barème de prix et conditions de vente, du fait qu'ils ne rentrent pas dans les conditions indiquées au § 1er, sont néanmoins tenus d'établir un barème propre et de le tenir à la disposition des agents visés à l'article 4.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 mars 1985.

M. EYSKENS

verkocht, zijn verplicht overeenkomstig de artikelen 3 tot en met 7 prijschalen en verkoopvoorwaarden voor rechtstreekse verkopen en verkopen uit voorraad openbaar te maken en deze met een op de post aangetekende brief, in twee exemplaren mede te delen aan de Prijzendienst van de Administratie van de Handel, De Motstraat 24-26, 1040 Brussel. Een staalverhandelende moedervereniging kan prijschalen en verkoopvoorwaarden openbaar maken die eveneens voor haar dochterondernemingen en filialen gelden.

§ 2. De staalhandelaren voor wie de verplichting tot openbaarmaking van een prijschaal en van verkoopvoorwaarden niet geldt, omdat zij niet aan de in lid 1 genoemde voorwaarden voldoen, zijn desalniettemin verplicht een eigen prijschaal op te stellen en deze ter beschikking te houden van de in artikel 14 bedoelde ambtenaren.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 maart 1985.

M. EYSKENS

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE

F. 85 — 731

6 MARS 1985

Décret modifiant les articles 2 et 40 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme et y insérant un article 40bis nouveau (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 40 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, est modifié comme suit :

§ 1er. Après avis de la Commission consultative régionale, l'Exécutif décide, par arrêté motivé, la révision d'un plan régional ou de secteur.

Pour des opérations d'intérêt public, les plans régional ou de secteur peuvent faire l'objet d'une révision partielle.

Par opérations d'intérêt public, on entend :

1° les infrastructures de communication et de transport d'énergie, notamment les infrastructures routières, ferroviaires, fluviales et électriques;

2° les travaux et ouvrages dont l'utilité publique est reconnue par arrêté motivé de l'Exécutif Régional Wallon.

§ 2. Après avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire, l'Exécutif décide, soit d'initiative par arrêté motivé, soit à la demande du conseil communal concerné, la révision de tout ou partie d'un plan d'aménagement communal.

L'Exécutif peut, dans les mêmes conditions, décider l'établissement d'un plan particulier d'aménagement ayant pour effet de réviser ou d'annuler un permis de lotir.

§ 3. La révision d'un plan particulier d'aménagement ou d'un permis de lotir n'est décidée de l'initiative de l'Exécutif que si ce plan ou ce permis n'est plus conforme aux prescriptions d'un plan de secteur ayant acquis valeur réglementaire ou d'un plan général d'aménagement adopté postérieurement au dit plan ou permis.

§ 4. Sans préjudice du § 3 ci-dessus, l'Exécutif décide de son initiative de la révision d'un plan particulier d'aménagement ou d'un permis de lotir qui ne serait plus conforme aux plans parcellaires approuvés par le Roi en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes ou aux prescriptions des règlements pris en exécution de l'article 10 de cette loi.

§ 5. Les dispositions réglant l'établissement des plans d'aménagement sont applicables à leur révision.

§ 6. Dans le cas de révision partielle des plans de secteur et par dérogation au paragraphe précédent, la procédure applicable à la révision est soumise aux règles prévues à l'article 40bis.

Art. 2. Un article 40bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme :

« § 1er. L'Exécutif arrête provisoirement la modification du plan de secteur.

A cet effet, il désigne les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qu'il charge de l'élaboration de la modification.

Ces personnes informent la commission consultative régionale de l'évolution de leurs travaux. La commission peut à toute époque formuler les observations ou présenter les suggestions qu'elle juge utiles.

§ 2. La modification arrêtée provisoirement par l'Exécutif est soumise à enquête publique.

L'Exécutif charge le gouverneur de la province de procéder à l'enquête publique. Celle-ci ne s'étend qu'aux seules communes dont le territoire est concerné par la révision.

L'enquête est annoncée par voie d'affiches aux endroits ordinaires d'affichage des communes et à proximité des sites concernés par la révision, par avis au *Moniteur belge*, dans plusieurs journaux de la Capitale et de la région, ainsi que par un communiqué diffusé à trois reprises par la R.T.B.F. et par le Centre belge pour la radiodiffusion télévision de langue allemande.

Après l'annonce, la modification arrêtée provisoirement par l'Exécutif est déposée pendant 45 jours, aux fins de consultation par le public, à la maison communale de chacune des communes concernées. Le début et la fin de ce délai sont précisés dans l'annonce.

L'enquête ne peut commencer entre le 1er juillet et le 31 août. Les délais d'enquête sont suspendus entre ces deux dates.

(1) Session 1984-1985.

Document du conseil. 109 (1983-1984). — Nos 1, 2, 3, 4 et 5.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 5 février 1985. — Discussion. — Vote.

Les réclamations et observations seront adressées par écrit au gouverneur avant la fin de l'enquête. La députation permanente de chacune des provinces et le conseil communal de chacune des communes auxquelles s'étend la révision, donnent leur avis au gouverneur dans les 30 jours qui suivent la fin du délai susdit. Si la députation permanente ou le conseil communal ne donnent pas d'avis dans ce délai, ils sont sensés avoir émis un avis favorable.

La modification arrêtée provisoirement par l'Exécutif, les réclamations, les observations et les avis sont soumis à la commission consultative régionale qui émet son avis dans les 45 jours de la réception du dossier. Celui-ci est, à l'expiration du délai, transmis par le gouverneur à l'Exécutif.

Lorsqu'une révision s'étend à plusieurs provinces, chacun des gouverneurs exerce dans son ressort les attributions prévues au présent article. *

§ 3. L'Exécutif arrête définitivement la modification du plan de secteur après en avoir délibéré.

Lorsque l'Exécutif s'écarte de l'avis émis par la commission consultative régionale, sa décision doit être motivée. »

Art. 3. L'article 2 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. La modification du plan de secteur, arrêtée provisoirement par l'Exécutif, n'a pas valeur réglementaire. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 mars 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,

J. MAYENCE-GOOSSENS

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 85 — 731

6. MÄRZ 1985

Dekret zur Abänderung der Artikel 2 und 40 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches und zur Einfügung eines neuen Artikels 40bis (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen und wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Artikel 40 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

§ 1. Nachdem der regionale Beratungsausschuss sein Gutachten abgegeben hat, beschliesst die Exekutive durch begründeten Erlass die Revision eines Gebiets- oder eines Sektorenplanes.

Für gemeinnützige Vorhaben können die Gebiets- oder die Sektorenpläne den Gegenstand einer teilweisen Revision bilden.

Unter gemeinnützigen Vorhaben versteht man :

1. die Infrastruktur für Verkehr und Energietransport, namentlich die Strassen-, Bahn-, Wasserwege- und Stromversorgungsinfrastruktur;

2. die Arbeiten und Bauten deren Gemeinnützigkeit durch begründeten Erlass der Wallonischen Regionalexekutive anerkannt ist.

§ 2. Nachdem der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung sein Gutachten abgegeben hat, beschliesst die Exekutive entweder auf eigene Initiative durch begründeten Erlass oder auf

Antrag des betreffenden Gemeinderates die Revision des gesamten oder eines Teiles eines Gemeindeplanes.

Die Exekutive kann unter den gleichen Bedingungen die Anfertigung eines Bebauungsplans beschliessen, der die Revision oder die Aufhebung einer Erschliessungsgenehmigung bewirkt.

§ 3. Die Revision eines Bebauungsplanes oder einer Erschliessungsgenehmigung wird nur auf Initiative der Exekutive beschlossen, wenn dieser Plan oder diese Genehmigung nicht mehr übereinstimmt mit den Vorschriften eines Sektorenplanes, der verordnende Kraft erlangt hat, oder eines Flächennutzungsplans, der später als besagter Plan oder besagte Genehmigung angenommen worden ist.

§ 4. Unbeschadet des vorangehenden § 3 beschliesst die Exekutive auf eigene Initiative die Revision eines Bebauungsplans oder einer Erschliessungsgenehmigung, wenn diese den aufgrund von Artikel 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1956 über den Status der Autobahnen durch den König genehmigten Parzellenplänen oder den in Ausführung von Artikel 10 dieses Gesetzes erlassenen Vorschriften nicht mehr entsprechen.

(1) Sitzungsperiode 1984-1985.

Rätsdokument 109. (1983-1984). — Nrn. 1, 2, 3, 4 und 5.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 5. Februar 1985. — Diskussion. — Abstimmung.

§ 5. Die Bestimmungen über die Anfertigung der Raumordnungspläne finden auch Anwendung auf deren Revision.

§ 6. Im Falle einer teilweisen Revision der Sektorenpläne unterliegt das für die Revision anzuwendende Verfahren in Abweichung von vorangehendem Paragraphen den in Artikel 40bis vorgesehenen Regeln.

Art. 2. Ein wie folgt aufgesetzter Artikel 40bis wird in das Wallonische Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch eingefügt:

« § 1. Die Exekutive verabschiedet die Abänderung des Sektorenplans vorläufig. Zu diesem Zweck benennt sie natürliche oder juristische Personen des privaten oder öffentlichen Rechts, die sie mit der Erarbeitung der Abänderung beauftragt.

Diese Personen informieren den regionalen Beratungsausschuss über den Verlauf ihrer Arbeiten. Der Ausschuss kann zu jeder Zeit Einwände oder Vorschläge, die er für notwendig hält, vorbringen.

§ 2. Die von der Exekutive vorläufig verabschiedete Abänderung wird einer öffentlichen Untersuchung unterworfen.

Die Exekutive beauftragt den Provinzgouverneur mit der Durchführung dieser öffentlichen Untersuchung. Diese beschränkt sich einzig auf die Gemeinden, deren Gebiet von der Revision betroffen ist.

Die Untersuchung wird mittels Anschlägen an den üblichen Anschlagstellen der Gemeinden und in der Nähe der von der Revision betroffenen Gegenden bekanntgegeben, sowie durch eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* und in mehreren Zeitungen der Hauptstadt und der Region, und durch eine dreimal von der R.T.B.F. und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum für deutschsprachige Sendungen ausgestrahlte amtliche Mitteilung.

Nach der Bekanntmachung wird die vorläufig von der Exekutive verabschiedete Abänderung während 45 Tagen im Gemeindehaus jeder der betroffenen Gemeinden hinterlegt, um dort von der Öffentlichkeit eingesehen werden zu können. Der Beginn und das Ende dieser Frist werden in der Bekanntmachung angegeben. Die Untersuchung darf nicht zwischen dem 1. Juli und dem 31. August beginnen.

Zwischen diesen beiden Daten werden die Untersuchungsfristen unterbrochen.

Die Beschwerden und Einwände sind dem Gouverneur vor Ende der Untersuchung schriftlich zu übermitteln.

Der Ständige Ausschuss jeder der Provinzen und der Gemeinderat jeder der Gemeinden über die sich die Revision erstreckt, übermitteln dem Gouverneur ihr Gutachten innerhalb 30 Tagen nach Ablauf der vorerwähnten Frist. Wenn der Ständige Ausschuss oder der Gemeinderat innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgeben, wird angenommen, dass ihr Gutachten günstig ist.

Die vorläufig von der Exekutive verabschiedete Abänderung, die Beschwerden, die Einwände und die Gutachten werden dem regionalen Beratungsausschuss unterbreitet, der sein Gutachten innerhalb 45 Tagen nach Empfang der Akte abgibt. Dieses wird nach Fristablauf durch den Gouverneur an die Exekutive weitergeleitet.

Wenn sich eine Revision über mehrere Provinzen erstreckt, übt jeder der Gouverneure in seinem Tätigkeitsbereich die im vorliegenden Artikel vorgesehenen Zuständigkeiten aus.

§ 3. Die Exekutive verabschiedet die Abänderung des Sektorenplanes endgültig, nachdem sie darüber beraten hat.

Wenn die Exekutive vom Gutachten des regionalen Beratungsausschusses abweicht, muss sie ihren Beschluss begründen.

Art. 3. Artikel 2 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird durch einen wie folgt aufgesetzten Absatz 3 ergänzt.

« § 3. Die von der Exekutive vorläufig verabschiedete Abänderung des Sektorenplanes hat keine verordnende Kraft. »

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 6. März 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,
Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser,
Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen
und Datenverarbeitung,

J. MAYENCE-GOOSSENS

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 85 — 731

6 MAART 1985

Decreet tot wijziging van de artikelen 2 en 40 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw en waarbij een nieuw artikel 40bis ingevoegd wordt (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 40 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt gewijzigd als volgt:

§ 1. Na advies van de Regionale Commissie van advies beslist de Executieve bij een met redenen omkleed besluit over de herziening van een streek- of gewestplan.

Voor verrichtingen van openbaar belang kunnen de streek- of gewestplannen gedeeltelijk herzien worden.

Onder verrichtingen van openbaar belang dient te worden verstaan:

1° de infrastructures inzake communicatie en energievervoer met name de weg-, spoorweg-, rivier- en elektrische infrastructures;

2° de werken en constructies waarvan het openbaar nut bij een met redenen omkleed besluit van de Waalse Gewestexecutieve herkend wordt.

(1) Zitting 1984-1985.

Stuk van de Raad 112 (1983-1984). — Nrs. 1, 2, 3, 4 en 5.

Volledig verslag. — Openbare vergadering d.d. 5 februari 1985. — Bespreking. — Stemming.

§ 2. Na advies van de Gemeentelijke Commissie van Advies van Ruimtelijke Ordening beslist de Executieve hetzij op eigen initiatief bij een met redenen omkleed besluit, hetzij op verzoek van de betrokken Gemeenteraad over de gehele of gedeeltelijke herziening van een gemeentelijk plan van aanleg.

De Executieve kan onder dezelfde voorwaarden beslissen dat een bijzonder plan van aanleg wordt opgemaakt, dat tot gevolg heeft dat een verkavelingsvergunning wordt herzien of vernietigd.

§ 3. De herziening van een bijzonder plan van aanleg of van een verkavelingsvergunning wordt op initiatief van de Executieve slechts dan besloten wanneer dat plan of die vergunning niet meer in overeenstemming is met de voorschriften van een gewestplan dat verordenende kracht heeft verworven of van een na dat plan of die vergunning goedgekeurd algemeen plan van aanleg.

§ 4. Onverminderd de hierboven vermelde § 3 beslist de Executieve op eigen initiatief over de herziening van een bijzonder plan van aanleg of van een verkavelingsvergunning dat/die niet meer in overeenstemming zou zijn met de perceelsgewijze plannen door de Koning goedgekeurd krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1958 houdende het statuut van de autosnelwegen, of met de voorschriften van de verordeningen vastgestelde ingevolge artikel 10 van dezelfde wet.

§ 5. De bepalingen betreffende het opmaken van de plannen van aanleg zijn mede van toepassing op de herziening ervan.

§ 6. In geval van gedeeltelijke herziening van de gewestplannen en in afwijking van de voorafgaande paragraaf wordt de aan de herziening toepasselijke procedure aan de in artikel 40bis voorziene regels onderworpen.

Art. 2. Een artikel 40bis, luidend als volgt, wordt in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw ingevoegd :

« § 1. De Executieve stelt de verandering van het gewestplan voorlopig vast.

Daartoe wijst zij de natuurlijke dan wel privaats- of publiekrechtelijke personen aan, die zij met het opmaken van dat ontwerp belast.

Die personen lichten de Regionale Commissie van advies over het verloop van hun werken in. De Commissie kan te allen tijde dienstig geachte opmerkingen of suggesties maken.

§ 2. De door de Executieve voorlopig vastgestelde verandering wordt aan een openbaar onderzoek onderworpen.

De Executieve belast de provinciegouverneur met het openbare onderzoek. Dit wordt beperkt tot de gemeenten waarvan het grondgebied bij de herziening betrokken is.

Het onderzoek wordt aangekondigd door aanplakking op de gewone aanplakingsplaatsen van de gemeenten en in de buurt van de bij de herziening betrokken landschappen, door een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad*, in verschillende bladen van de hoofdstad en van het gewest wordt geplaatst, alsmede door een bericht dat driemaal door de Belgische Radio- en Televisieomroep, Franse Uitzendingen en door het Belgisch Radio- en Televisiecentrum voor Uitzendingen in de Duitse taal wordt uitgezonden.

Na de aankondiging wordt de door de Executieve voorlopig vastgestelde verandering gedurende 45 dagen ter inzage gelegd in het gemeentehuis van elk der bij het streekplan betrokken gemeenten. Het begin en het einde van deze termijn worden in de aankondiging aangegeven.

Het onderzoek mag niet tussen 1 juli en 31 augustus beginnen. De onderzoekstermijnen worden tussen deze beide datums geschorst.

De bezwaren en opmerkingen worden vóór het einde van het onderzoek schriftelijk ter kennis gebracht van de gouverneur. De Bestendige Deputatie van elke der betrokken provincies en de Gemeenteraad van elke der betrokken gemeenten dienen de Gouverneur van advies binnen 30 dagen na het einde van de bovenbedoelde termijn. Indien de Bestendige Deputatie of de Gemeenteraad binnen die termijn geen advies geven, worden zij geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht.

De door de Executieve voorlopig vastgestelde verandering, de bezwaren, opmerkingen en adviezen worden voorgelegd aan de Regionale Commissie van Advies, die advies uitbrengt binnen 45 dagen na ontvangst van het dossier. Het dossier wordt, na het verstrijken van de termijn, door de gouverneur aan de Minister doorgezonden.

Wanneer een herziening zich over verscheidene provincies uitstrekt, oefent iedere Gouverneur, in zijn ambtsgebied, de in dit artikel omschreven bevoegdheden uit.

§ 3. De Executieve stelt de verandering van het plan definitief vast nadat zij erover beraadslaagd heeft.

Wanneer de Executieve afwijkt van het advies van de Regionale Commissie van advies, dient haar beslissing met redenen omkleed te zijn. »

Art. 3. Artikel 2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt aangevuld met een § 3 luidend als volgt :

« § 3. De verandering van het door de Executieve voorlopig vastgesteld gewestplan heeft geen verordenende kracht. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 maart 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest
voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest
voor Huisvesting en Informatica,

J. MAYENCE-GOOSSENS